

04 -09- 2015

Interpellation citoyenne du Conseil Communal de Forest du 15 septembre 2015 relative au TTIP, CETA, TISA

Mr le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins et Conseillers, Mesdames, Messieurs, bonjour à tous,

Je m'appelle X, je suis habitant(e) de Forest et actif(vé) au sein de la locale forestoise de Tout Autre Chose / Hart Boven Hard. Je prendrai ici la parole au nom des autres membres de notre locale, des signataires de l'appel Tout Autre Chose et Hart Boven Hard, de plusieurs associations forestoises et de nombreux autres citoyens. Car, tous, nous nous sentons très concernés par les graves menaces que font peser les traités TTIP, CETA, TISA et autres à venir sur le fragile équilibre de notre société.

Le Conseil Communal de Forest a été la première commune bruxelloise à analyser les risques qui pèsent sur sa population et émis une motion de prudence le 06 mai 2014 concernant le TTIP et ses conséquences sur les entités locales.

Dans cette motion, vous aviez affirmé, juste titre, que le TTIP constituait une menace grave pour nos démocraties communales en matière économique, sociale, sanitaire, environnementale, culturelle.

Le Conseil Communal de Forest avait refusé toute tentative de dérégulation des normes et toute tentative d'affaiblir le cadre communal, régional, national et européen en matière sociale, de santé, d'environnement, de protection des travailleurs, des consommateurs et des entreprises.

Le Conseil Communal avait demandé aux autorités belges compétentes :

- que les négociations visent une harmonisation des normes vers le haut, intégrant les normes les plus élevées ;
- qu'un large débat sur l'ensemble des accords de libre-échange impliquant la participation de tous les niveaux de pouvoirs, mais aussi les organisations syndicales et associatives, les organisations socio-professionnelles et les citoyens ;
- de faire pression au niveau européen afin que les négociations se fassent dans la plus grande transparence à l'égard des consommateurs et des citoyens.

Cette motion fut un premier pas important et allait dans la bonne direction. Malheureusement, force est de constater que vos réserves à l'égard du TTIP ne font que se confirmer et que vos demandes aux autorités belges compétentes n'ont pas reçu de réponse claire et favorable. Après dix rondes de négociations, vos craintes ne sont plus des craintes, on peut pratiquement parler aujourd'hui de certitudes.

Par ailleurs, ladite motion n'aborde pas le sujet du CETA qui est un traité entre le Canada et l'UE, similaire en tous points au TTIP. Après des années de négociations opaques entre les lobbies industriels et quelques hauts-fonctionnaires des deux côtés de l'Atlantique, les 1634 pages du CETA ont été signées par les deux parties en décembre dernier. Le texte est en attente de ratification imminente par les différents parlements.

La motion n'aborde pas non plus le TiSA (Trade in Services Agreement), négociation commerciale lancée début 2013 entre les Etats-Unis, l'Union Européenne et 22 autres pays, visant au maximum à réduire les barrières pour les entreprises telles que les quotas nationaux et les marchés publics réservés.

Le TiSA, comme le TTIP et le CETA sont des tendances à la dérégulation.

- Ils confirment largement les inquiétudes déjà exprimées par les sociétés civiles.
- Ils confèrent des droits démesurés aux investisseurs par rapport à ceux des travailleurs et des Etats, notamment à travers du mécanisme d'arbitrage des différends investisseur/Etat et via les mécanismes d'harmonisation des normes.
- Ils favoriseront une libéralisation accrue des services, qui conduira non seulement à la disparition de nombreux emplois, mais mettra en difficulté de nombreux secteurs déjà fragilisés de notre économie.
- Ils prévoient des clauses qui limitent le pouvoir des collectivités de réguler dans l'intérêt général et qui menacent les services publics. Cela conduira à la dégradation des services de base, pourtant essentiels pour lutter contre les inégalités sociales.

Chers élus, tout cela, vous le savez déjà. Puisque lors de la rencontre réalisée à la CSC le 17 avril 2015, des représentants politiques, notamment du PS, CDH et ECOLO, se sont fermement opposés au TTIP et au CETA, et ce, au nom de leur parti.

Je viens donc, au nom de mes amis et en mon nom propre, d'oser un pas supplémentaire, un pas nécessaire, un pas essentiel, un pas cohérent : adopter une motion exigeant l'arrêt des négociations concernant le TTIP, le rejet du CETA et du TiSA et déclarant la commune hors TTIP, hors CETA, hors TiSA, hors tout traité à venir et présentant les mêmes dangers pour nos démocraties et nos populations.

Nous vous le demandons parce que nous sommes des citoyens responsables, à l'écoute du monde, et qu'il y a des mouvements dans ce monde qui, si nous les laissons passer sans rien dire, feront de vous et de nous, non plus des citoyens, mais tout au plus des consommateurs bâillonnés et sans droits, obligés d'accepter sans aucune possibilité de nous y opposer, les diktats des multinationales.

Nous vous le demandons parce que, en tant que citoyens responsables, nous avons, en confiance, voté pour vous, afin que vous nous représentiez dans le processus démocratique.

Nous vous le demandons parce que nous désirons réellement que vous soyez porteurs de notre demande, parce que vous êtes nos représentants, notre voix à tous.

Nous vous le demandons, parce que nous sommes de plus en plus nombreux parmi la société civile à ne pas être naïfs, et à avoir la conviction qu'il est dans l'ADN de ces traités de libre-échange de bafouer les droits démocratiques au profit des seules multinationales, et que ces traités sont d'autant plus dangereux qu'ils avancent masqués.

Nous vous le demandons : soyez les responsables qui osent et qui démasquent.

Nous vous le demandons parce que nous pensons que le monde a vraiment besoin de tout autre chose que de ce qui est proposé dans ces traités. Que ce « tout autre chose » que nous désirons commence avec nous, avec vous qui nous représentez.

S'il-vous-plaît, faites-nous entendre, dites-leur, par une motion forte que vous avez pouvoir de voter, que nous exigeons l'arrêt des négociations concernant le TTIP, le rejet du CETA, du TiSA et de tout autre traité à venir mettant en danger nos sociétés et l'intégration de notre commune dans la liste des nombreuses autres communes déclarées zones hors TTIP, hors CETA, hors TiSA.